

PRESS REVIEW

McDONALD'S TAX AVOIDANCE SCHEME

20/03/2015

EUROPEAN/INTERNATIONAL

EurActiv [\[link\]](#)

FRANCE

La Croix [\[link\]](#)

Les Echos [\[link\]](#)

Les Coulisses de Bruxelles (interview with Philippe Lamberts MEP) [\[link\]](#)

SPAIN

El Pais [\[link\]](#)

BLOG

L'Economie Politique [\[link\]](#)

BFM TV

Time for transparency for EU multinationals

EurActiv, 19/03/2015 [\[link\]](#)



EU News & policy debates, across languages



Polska
TTIP: Froman przylatuje do Brukseli
Rusza unijna kontrpropaganda
UE za przedłużeniem sankcji i budową unii energetycznej
Wszędzie dobrze, ale w Skandynawii najlepiej
Grecja buntuje się przeciw UE

- SECTIONS
- NEWS
- SPECIAL REPORTS
- LINKSDOSSIERIS
- INTERVIEWS
- OPINIONS

Home > Euro & Finance > Opinions > Time for transparency for EU multinationals

Time for transparency for EU multinationals

Facebook Share 44 | LinkedIn Share | Twitter Tweet 33 | RSS Share 4

Disclaimer: all opinions in this column reflect the views of the author(s), not of EurActiv.com PLC.

Published: 19/03/2015 - 17:07 | Updated: 19/03/2015 - 17:08



Nienke Palstra [\[Transparency International\]](#)

In the wake of a recent wave of corporate tax avoidance scandals, an informed debate on the accountability of EU multinationals is much needed and long overdue, argues Nienke Palstra.

Nienke Palstra is Senior EU Policy Officer at Transparency International.

This week, the European Commission unveiled its tax transparency package, proposing new rules for the exchange of information on secret tax deals and opening up a discussion on whether EU multinationals should publicly report basic information on their activities.

The last decades have seen

multinational companies grow ever more powerful and exert huge economic and political influence. The biggest 2000 public multinational [companies](#), of which almost 20% are headquartered in the EU, now have a market value of \$44 trillion. At the same time, we continue to know too little about their operations and lack basic information to hold them to account. As a result, it is impossible to know what some of the biggest companies in the world do in the places where they are present. In some cases, people may not even be aware that a multinational is operating in their country. A major shortcoming is the lack of information on how much tax a multinational pays in each country.

Only last month, it was [revealed](#) that [McDonald's](#) avoided over €1 billion in corporate taxes in Europe between 2009

MORE IN THIS SECTION

SECTION

Juncker unaware of Ukrainian oligarch who copied his investment plan

Athens opposes EU energy strategy, blocks privatisations

House of Lords praises Capital Markets Union

Greece promises to deliver full reform list after three-hour 'mini summit'

Valls opts for growth over deficit reduction

More

SECTION SUPPORTERS



MasterCard

EURACTORS

ACCA - The global body for professional accountants
EBF - European Banking Federation

Europe wants to regulate multinational companies' tax optimisation

La Croix, 16/03/2015 [\[link\]](#)

la Croix

L'Europe veut encadrer les multinationales qui optimisent leurs impôts

Le Commissaire européen aux affaires économiques, Pierre Moscovici, présentera, mardi 17 mars 2015, un « paquet sur la transparence ». Objectif: lutter contre l'évasion fiscale organisée par nombre de multinationales. Une stratégie d'optimisation légale... jusqu'à un certain point.



Anna Mutter/FOTOGLOBIA-REA
Enseigne McDonalds à Sofia, en Bulgarie.

L'échange d'informations en Europe devrait être plus large, mais on reste loin d'une transparence pays par pays.

Évasion, fraude, optimisation fiscale: ces termes apparaissent régulièrement dans les médias sans que le grand public ait toujours une vision claire des réalités qu'ils recouvrent. « *La fraude est une infraction à la législation, normalement punie par la loi. En revanche, l'optimisation fiscale est légale tant qu'elle consiste à utiliser les dispositifs existants pour minimiser son exposition fiscale* », rappelle Jean Merckaert, de l'[association Sherpa](#).

< MARDI 17
MARS 2015

MONDE | Mardi 17 Mars 2015

Bruxelles dévoile son arsenal contre l'optimisation fiscale des multinationales

ANNE BAUER / CORRESPONDANTE À BRUXELLES | LE 17/03 À 06:00, MIS À JOUR À 11:06



Pierre Moscovici, commissaire aux Affaires économiques. - Photo Emmanuel Dunand / AFP

1 / 1

Pierre Moscovici présente demain un projet de loi imposant la transparence sur les rescrits fiscaux à compter de 2016. La Commission lance le débat sur les obligations d'informations des multinationales à propos de leurs bénéfices.

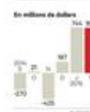
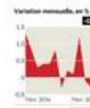
Amazon, Apple, Starbucks, **McDonald's**..., les multinationales déclenchent la chronique fiscale. En novembre dernier, l'enquête « LuxLeaks » pointait du doigt les cadeaux fiscaux offerts à plus de 340 entreprises par le Luxembourg, mettant à rude épreuve

LES ARTICLES ASSOCIÉS

Fiscalité : sous pression, le Luxembourg donne des gages à ses

MONDE

Reporting par pays : les entreprises vent debout



NOS PARTENAIRES

ARTICLES LES PLUS LUS

1. Eclipse solaire : reviver l'événement en vidéo minute par...
2. Réformes en Grèce : Merkel et Hollande recadrent Alexis Tsipras
3. Tunisie : un troisième Français parmi les victimes

Corporate Tax Avoidance : “The Commission plays for time, says Greens MEP Philippe Lamberts”.
Les Coulisses de Bruxelles, 20/03/2015 [\[link\]](#)

Cette mesure est-elle suffisante pour lutter contre l’optimisation fiscale ?

C’est une bonne mesure, mais il faut la relativiser. D’une part, cette obligation est déjà prévue par directive relative à la coopération administrative entre administrations fiscales de 1977 révisée en 2011, mais la transmission n’était pas automatique. Ce n’était que dans le cas où le rescrit accordé impactait négativement les impôts prélevés par d’autres États membres, ce qui est presque systématiquement le cas, que l’information devait être communiquée. Donc, la Commission se contente de rendre cette obligation plus contraignante. D’autre part, ce n’est jamais qu’une communication entre autorités fiscales. Si l’on voulait réellement lutter contre la fraude et l’évasion fiscale, il faudrait instaurer la transparence vis-à-vis du public, car les entreprises sont soucieuses de leur image. Mc Donald n’a pas aimé que la presse raconte que sa filiale luxembourgeoise, qui emploie en tout et pour tout une dizaine de personnes, faisait des milliards de profits sur lesquelles elle ne payait qu’un millième de taxe. Obliger les entreprises à publier dans leur rapport annuel les rescrits fiscaux dont elles bénéficient et l’impact que cela a sur leur chiffre d’affaires total, c’est cela qui aurait un véritable impact.

Brussels forces the reporting of companies' fiscal pacts from 2016 onwards

El País, 18/03/2015 [\[link\]](#)

EL PAÍS

ECONOMÍA

ECONOMÍA EMPRESAS MERCADOS BOLSA MIS AHORROS VIVIENDA TECNOLOGÍA OF

Bruselas obligará a informar desde 2016 de los pactos fiscales de empresas

- Juncker presenta una propuesta para limitar la ingeniería fiscal tras el escándalo Luxleaks
- [La Eurocámara vuelve a rechazar una investigación contra 'LuxLeaks'](#)

CLAUDI PÉREZ / LUCÍA ABELLÁN | Bruselas | 18 MAR 2015 - 08:54 CET

f 90 | t 121 | in 28 | g+ 9 | 16

Archivado en: Jean-Claude Juncker Comisión Europea Impuestos UE Tributos Organizaciones internacionales Europa Finanzas públicas Relaciones exteriores Finanzas



El presidente de la Comisión Europea, Jean-Claude Juncker / EMMANUEL DUNAND (AFP)

✉ Enviar

🖨 Imprimir

♥ Guardar

La crisis plantea cuestiones fundamentales sobre la forma de vida europea. Europa envejece, es menos pujante que otras zonas del mundo, su banca sigue despertando dudas y, en fin, lleva un lustro de Gran Recesión. Pero por el lado fiscal, que ha provocado draconianos ajustes, la crisis obedece básicamente a dos factores. Uno coyuntural: la UE ha rescatado a sus bancos y eso ha disparado la deuda pública. Y otro estructural: Europa permite a sus grandes empresas que paguen muy pocos impuestos de forma legal. La

Brussels forces the reporting of companies' fiscal pacts from 2016 onwards

L'Economie Politique, 17/03/2015 [\[link\]](#)

Gilles RAVEAUD

© Gilles RAVEAUD pour l'Economie politique

L'Economie
politique

McDonald's ne digère pas les impôts

[les derniers articles](#) | [imprimer](#) | [envoyer a un ami](#)

Eh oui, les impôts c'est gras, ça se digère mal, il vaut mieux éviter... McDonald's est ainsi **accusé de grande évasion fiscale en Europe**.

C'est ce que nous explique [Le Figaro](#), qui rapporte que le taux d'impôt des bénéfices réalisés par la firme est passé de 29% à moins de 6%, selon les syndicats.

Au total, le groupe américain aurait **privé l'Europe d'un milliard d'euros de recettes fiscales entre 2009 et 2013 ! Dont 700 millions d'euros qui auraient échappé au fisc français...** Bien sûr, McDonald's affirme «respecter les lois en vigueur».

Comment ça marche ? C'est très simple : **le groupe a «fait transiter ses revenus liés à la propriété intellectuelle dans une minuscule filiale basée au Luxembourg»**, indiquent les associations. Ah, le Luxembourg, toujours le Luxembourg.

Ainsi, 13 employés réalisent un chiffre d'affaires de 3,7 milliards d'euros au Luxembourg... Belle productivité !

Et sur les 3,7 milliards d'euros, seuls 16 millions d'euros d'impôt ont été payés dans le Grand duché, soit 0,5%.

«Il est honteux de voir qu'une entreprise pesant plusieurs milliards d'euros, qui paie des bas salaires à ses employés, cherche encore à fuir sa responsabilité de payer sa juste part d'impôts, nécessaires pour financer les services publics dont nous dépendons tous.», a déclaré Jan Willem Goudriaan, Secrétaire général de la FSESP.

Forts de ces constats, les associations interpellent directement Bruxelles. «Nous demandons à la Commission européenne, aux autorités fiscales nationales, ainsi qu'à la commission spéciale du Parlement européen d'examiner de près les pratiques fiscales de McDonald's avant de prendre les mesures appropriées», ont ajouté les trois fédérations.



Accueil du blog



Gilles Raveaud

Gilles Raveaud est maître de conférences en économie à l'Institut d'Etudes Européennes de l'université Paris 8 Saint-Denis.

Il est l'auteur de *La dispute des économistes* (Le Bord de l'eau, 2013) et a contribué aux ouvrages *Petit bréviaire des idées reçues en économie* (La Découverte, 2004) et *Douze économistes contre le projet de constitution européenne* (L'Harmattan, 2005).

Il a effectué un post-doctorat à l'université Harvard (Etats-Unis) de 2005 à 2007.

Il est membre du conseil d'administration de l'Association Française d'Economie Politique (AFEP), où il s'occupe plus particulièrement des questions d'enseignement, et est membre du comité de rédaction de la revue *L'Economie Politique*.

Retrouvez la *chronique mensuelle de Gilles Raveaud* consacrée à l'actualité des blogs économiques.

Son dernier livre



BFM TV

<http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/audio/bfm-2103-500-millions-d-europeens-175982.html>